

## FINANCEMENT DE L'UNRWA

### Position Plateforme Moyen-Orient<sup>1</sup> – février 2018

« L'accès de 525.000 garçons et filles à 700 écoles de l'UNRWA et leur avenir sont en jeu. L'enjeu est la dignité et la sécurité humaine de millions de réfugiés palestiniens qui ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et d'autres formes de soutien en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. L'accès des réfugiés aux soins de santé de base, y compris les soins prénataux et d'autres services vitaux, est en jeu. Les droits et la dignité de toute une communauté sont en jeu »

Pierre Krahenbühl  
Commissaire général de l'UNRWA

Le 16 janvier dernier, les Etats-Unis ont annoncé verser 60 millions de dollars au lieu de 125 millions au budget annuel de l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. En 2016, l'apport américain à l'agence onusienne avait atteint un [total de 368,4 millions de dollars](#), incluant des apports hors programmes de base.

A cette annonce, l'UNRWA a déclaré qu'il lui serait extrêmement difficile de mener à bien ses missions, d'autant plus que [l'agence fait face à un déficit chronique de financement depuis 2015](#). Les Etats-Unis sont le plus important donateur de l'UNRWA (suivi d'assez loin par l'Union européenne avec 159,7 millions de dollars d'aide annuelle), ce qui rend leur retrait d'autant plus dommageable pour l'action de l'agence. Pour tenter de compenser cette perte de financement, l'UNRWA a lancé une [campagne globale d'appel à dons](#), dirigées à la fois vers les Etats, mais aussi vers les fondations et le secteur privé.

L'UNRWA a été créée en 1949 pour porter assistance aux 750.000 réfugiés "de Palestine", c'est-à-dire qui avaient leur lieu de résidence en Palestine entre le 1er juin 1946 et le 15 mai 1948 et qui ont perdu à la fois leur foyer et leurs moyens de subsistance suite à la première guerre israélo-arabe. Ses travaux ont commencé en 1950 dans les différents camps de réfugiés établis au Moyen-Orient. Sa mission ainsi que son financement ont au départ été pensés comme étant temporaires. Aujourd'hui, [les réfugiés palestiniens sont plus de 5 millions](#) répartis entre la bande de Gaza (1.3 million, 8 camps), la Cisjordanie (809.738, 19 camps), le Liban (449.957, 12 camps), la Syrie (526.744, 9 camps) et la Jordanie (2.175.491, 10 camps officiels). Leur nombre ne fait qu'augmenter, ce qui accentue de facto les besoins budgétaires de l'UNRWA.

Ces besoins se sont par ailleurs accrus ces dernières années à cause des crises en Syrie et dans la bande de Gaza. A Gaza, 70% de la population sont des réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA. A cause des attaques militaires israéliennes, de l'absence de reconstruction et du blocus illégal qui maintient la population civile en otage, la situation humanitaire dans la bande de Gaza est aujourd'hui plus qu'alarmante, ce qui alourdit encore davantage la mission de l'UNRWA. Le nombre de Palestiniens dépendant de l'aide alimentaire de l'UNRWA est passé de 80.000 en 2000 à un million aujourd'hui. On

<sup>1</sup> La Plateforme Moyen-Orient se compose des organisations suivantes : 11.11.11, Association Belgo-Palestinienne, Broederlijk Delen, La Centrale Générale-FGTB, CNCD-11.11.11, FGTB, FOS, Intal, Médecine pour le tiers monde, MOC, Oxfam Solidarité, Palestina Solidariteit, Pax Christi Vlaanderen, SB Overseas, Solidarité Socialiste, Vrede.

assiste dans le territoire à un véritable dé-développement, dont l'UNRWA doit en grand partie supporter le coût.

Si l'UNRWA peine aujourd'hui à faire face à sa mission, ce n'est pas uniquement dû aux coupes budgétaires de la part de ses donateurs, mais également à un manque de volonté politique pour mettre fin aux situations dont elle a la charge. [Cela fait plus de dix ans qu'Israël et l'Égypte impose un blocus sur la bande de Gaza](#) sans qu'aucune pression internationale ne soit exercée pour qu'il soit levé. En Syrie, la communauté internationale a échoué, laissant la loi du plus fort s'établir au détriment des populations locales, dont font partie un demi-million de réfugiés palestiniens. Enfin, la question du retour des réfugiés palestiniens est gelée depuis le début du processus de paix et elle n'est pas prête d'être abordée au vu de l'impasse totale dans laquelle se trouve actuellement ce dernier. Or, les Palestiniens commémoreront cette année les 70 ans de la Nakba, à savoir l'expulsion et l'exil forcé des 750.000 Palestiniens en 1948, et à cette occasion, la question des réfugiés reviendra certainement sur le devant de la scène.

Les récents revirements politiques américains semblent destinés à [retirer de facto certains sujets de la table des négociations](#). Les coupes américaines dans le financement de l'UNRWA représentent un précédent dangereux et condamnable en matière d'instrumentalisation de l'aide humanitaire à des fins politiques. Cette stratégie peut en outre s'avérer risquée pour la stabilité de la région. Les réductions (voire l'arrêt total) du financement de l'UNRWA peuvent avoir des conséquences bien plus importantes sur le plan humain. Si l'UNRWA ne peut plus assumer sa mission pour les 2 millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, il sera en effet impossible pour l'état jordanien de prendre le relais. Sans l'UNRWA, la situation déjà invivable dans la bande de Gaza deviendrait difficilement « survivable ». Les camps de réfugiés de Cisjordanie rentreraient quant à eux plus que certainement en ébullition. Le rôle de l'UNRWA est enfin primordial pour les centaines de milliers de réfugiés au Liban ou en Syrie.

### Recommandations :

- Dans le court terme, les Etats européens, comme la Belgique, doivent lever des fonds supplémentaires afin de compenser l'absence des fonds américains et assurer le fonctionnement de l'UNRWA. [La Belgique a annoncé un déblocage rapide du soutien pluriannuel de 19 millions d'euros à l'UNRWA](#), ce qui constitue un premier geste dans le bon sens. Mais ce montant est identique à ce que la Belgique a donné pour la période 2015-17 et devra sans doute s'accompagner d'efforts supplémentaires. L'UE doit enfin mettre la pression sur les Etats-Unis afin que ceux-ci libèrent les 65 millions de dollars initialement prévus.
- Dans le long terme, l'UE doit jouer un rôle moteur pour la mise en place au niveau international d'un mécanisme durable de financement de l'UNRWA, comme le demande [la récente résolution du Parlement européen sur le sujet](#).
- L'UE et la Belgique doivent mettre la pression sur les gouvernements israélien et égyptien afin qu'ils mettent fin au blocus illégal de la bande de Gaza.